
Quatrième session, trentième Législature

Fourth Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 3

Bill No. 3

Loi de la Commission des loisirs
et du sport

An Act respecting the Commission
des loisirs et du sport

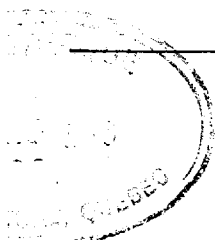
Première lecture

First reading

M. PHANEUF

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976



Projet de loi n^o 3

Loi de la Commission des loisirs
et du sport

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION DE LA COMMISSION

1. Un organisme, ci-après appelé « la Commission », est institué sous l'appellation de « Commission des loisirs et du sport ».

2. La Commission se compose de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui choisit parmi eux un président et un vice-président.

3. Les membres de la Commission sont nommés pour une période qui ne peut excéder dix ans.

Ils demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

[[**4.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, les allocations, le traitement ou, le cas échéant, le traitement supplémentaire de chacun des membres de la Commission.]]

5. Le président doit s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des devoirs de sa fonction.

Bill No. 3

An Act respecting the Commission
des loisirs et du sport

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

CONSTITUTION OF THE COMMISSION

1. A body, hereinafter called "the Commission", is established under the name of the "Commission des loisirs et du sport".

2. The Commission consists of five members appointed by the Lieutenant-Governor in Council, who shall choose a president and a vice-president among them.

3. The members of the Commission are appointed for a term not exceeding ten years.

They shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until they are reappointed or replaced.

[[**4.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances and salary or the additional salary, as the case may be, of each member of the Commission.]]

5. The president must devote himself exclusively to the work of the Commission and his duties of office.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet institue un organisme, la Commission des loisirs et du sport, dont la principale fonction sera d'entendre les appels interjetés et les plaintes portées en vertu de la Loi sur les loisirs et le sport.

La Commission se composera de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

EXPLANATORY NOTES

This bill establishes an agency to be called the Commission des loisirs et du sport, whose main function will be to hear appeals and complaints lodged under the Act respecting recreation and sport.

The Commission will be composed of five members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

6. Le président est responsable de l'administration de la Commission dans le cadre de ses règlements.

7. Le président a autorité sur les membres de la Commission pour la distribution des causes, la tenue des séances et généralement toute question incidente aux devoirs et pouvoirs qui relèvent de leur fonction.

[[**8.** Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]

À leur égard, le président de la Commission exerce les droits et les pouvoirs que cette loi accorde au sous-chef d'un ministère.]]

9. Les membres de la Commission et son secrétaire doivent prêter les serments apparaissant aux annexes A et B de la Loi de la fonction publique.

10. Au cas d'incapacité d'agir du président, par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président.

Lorsque le vice-président ou un autre membre de la Commission est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.

11. La Commission a son siège social sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur dès la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Commission peut tenir ses séances en tout endroit du Québec.

SECTION II

JURIDICTION ET POUVOIRS

12. La Commission possède une juridiction exclusive de première instance pour entendre les appels interjetés et les plaintes portées en vertu de la Loi sur les loisirs et

6. The president is responsible for the administration of the Commission within the scope of its by-laws.

7. The members of the Commission are subject to the authority of the president as regards the distribution of cases, the holding of sittings and, generally, any matter relating to their duties and powers of office.

[[**8.** The secretary and the other members of the personnel of the Commission are appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]

The president of the Commission has the same rights and powers regarding such persons as deputy-heads of departments under the said act.]]

9. The members of the Commission and the secretary must take the oaths appearing in Schedules A and B to the Civil Service Act.

10. If the president is unable to act by reason of absence or illness, he shall be replaced by the vice-president.

Where the vice-president or another member of the Commission is unable to act for such a reason, he may be replaced by a person appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

11. The Commission has its corporate seat in the territory of the Montreal Urban Community, but may transfer it to another municipality with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such a change shall come into force upon publication of a notice to that effect in the *Gazette officielle du Québec*.

The Commission may hold sittings anywhere in Québec.

DIVISION II

JURISDICTION AND POWERS

12. The Commission has exclusive jurisdiction in first instance to hear appeals and complaints brought under the Act respecting recreation and sport (1976,

le sport (1976, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 2*).

13. Un appel ou une plainte est entendu par trois membres de la Commission, dont le président ou le vice-président.

14. La Commission a tous les pouvoirs que requiert l'exercice de sa juridiction et elle peut rendre toute ordonnance qu'elle estime nécessaire ou utile pour sauvegarder les droits des parties.

Elle a le pouvoir de décider toute question de fait ou de droit et ses décisions sont sans appel.

15. Les questions sont décidées à la majorité des membres.

Le président ou, s'il préside, le vice-président a voix prépondérante.

16. Un appel ne suspend pas l'exécution de la décision dont est appel.

Pour des motifs graves, la Commission peut, aux conditions qu'elle juge appropriées, ordonner cette suspension.

17. La Commission ainsi que chacun de ses membres sont investis des pouvoirs et de l'immunité de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

SECTION III

PROCÉDURE

§ 1.—*Recours*

18. Tout recours devant la Commission est formé au moyen d'une déclaration écrite qui expose sommairement les faits pertinents et, dans le cas d'un appel, le droit que le déclarant entend faire valoir.

La déclaration doit signifier, le cas échéant, l'intention du déclarant de comparaître ou d'être représenté lors de l'audition.

19. Un recours devant la Commission est formé dans les quatre-vingt-dix jours de la décision dont est appel ou, s'il s'agit

chapter *insert here the chapter number of Bill No. 2*).

13. Appeals and complaints are heard by three members of the Commission, including the president or the vice-president.

14. The Commission has all the powers required for the exercise of its jurisdiction and may make any order it considers necessary or advisable to safeguard the rights of the parties.

It has power to decide any question of fact or of law and its decisions are without appeal.

15. Questions are decided by a majority of the members.

The president, or the vice-president if presiding, has a casting vote.

16. An appeal does not suspend execution of the decision appealed from.

The Commission may order execution suspended for serious cause, on such conditions as it considers appropriate.

17. The Commission and each member thereof has the powers and immunity of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

DIVISION III

PROCEDURE

§ 1.—*Recourses*

18. Every recourse before the Commission is brought by a written declaration summarily setting forth the relevant facts and, in the case of an appeal, the right the declarant wishes to assert.

The declaration must intimate the declarant's intention to appear or to be represented at the hearing, if necessary.

19. Recourse shall be brought before the Commission within ninety days of the decision appealed from or, in the case of a

d'une plainte, de la survenance du fait qui lui donne lieu.

La Commission peut, si le déclarant démontre qu'il a été en fait dans l'impossibilité d'agir plus tôt, permettre qu'un recours soit formé après l'expiration de ce délai.

20. Sur un appel, la Commission transmet copie de la déclaration, selon le cas, au directeur du service de surveillance aux loisirs et au sport ou au secrétaire de la fédération sportive dirigeante dont il est interjeté appel de la décision.

21. Sur une plainte, la Commission transmet copie de la déclaration au secrétaire de l'organisme de loisirs ou de la fédération sportive qui est intimé.

Si l'intimé est une personne qui organise des activités de loisirs ou de sport ou est l'exploitant d'un centre, la Commission lui transmet copie de la déclaration.

La Commission transmet également copie de la déclaration aux personnes mises en cause par le plaignant.

§ 2.—Instruction de l'appel ou de la plainte

22. La Commission entend l'appel ou la plainte sans délai; elle fixe le lieu, la date et l'heure de l'audition et en fait donner avis aux personnes intéressées.

23. Lors de l'audition, toute personne intéressée a le droit de se faire représenter par un avocat ou d'en être assistée. Elle peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

24. La Commission peut, par ordonnance, édicter des règles de procédure et de pratique pour l'instruction des affaires portées devant elle.

L'adoption d'une ordonnance requiert le concours d'une majorité des membres de la Commission, réunis à cette fin, lors d'une séance que convoque le président.

Une ordonnance doit être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil; si elle est approuvée, elle entre en vigueur dix

complaint, of the occurrence giving rise thereto.

The Commission may allow recourse to be brought after the expiry of such delay, if the declarant shows he was in fact unable to act sooner.

20. Upon an appeal, the Commission shall send copy of the declaration to the director of the service for the supervision of recreation and sport, or to the secretary of the governing sports federation whose decision is appealed from, as the case may be.

21. Upon a complaint, the Commission shall send copy of the declaration to the secretary of the respondent recreational organization or sports federation.

If the respondent is a person who organizes recreational or sports activities or operates a centre, the Commission shall send him copy of the declaration.

The Commission shall also send copy of the declaration to the persons impleaded by the complainant.

§ 2.—Hearing of the appeal or complaint

22. The Commission shall hear the appeal or complaint without delay; it shall fix the place, date and time of the hearing and give notice thereof to the interested persons.

23. At the hearing, every interested person is entitled to be represented or assisted by an advocate, and may examine witnesses and present argument.

24. The Commission, by order, may prescribe rules of procedure and practice for the conduct of the matters brought before it.

Passage of an order requires agreement by a majority of the members of the Commission, convened for that purpose by the president.

Every order must be approved by the Lieutenant-Governor in Council; if so approved, it shall come into force ten days

jours après la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

25. La Commission peut, pour décider d'un cas particulier et en l'absence d'une disposition qui lui soit applicable, prescrire tout acte ou formalité qui pourrait l'être en vertu des règles de pratique et avec le même effet.

26. Un membre de la Commission peut être récusé pour les causes que prévoit l'article 234 du Code de procédure civile; en pareil cas, il est procédé, *mutatis mutandis*, selon les dispositions de ce code concernant la récusation.

§ 3.—*Procès-verbaux*

27. Les procès-verbaux des séances approuvés par la Commission et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou le secrétaire.

SECTION IV

DÉCISIONS ET SANCTIONS

§ 1.—*Décisions et sanctions*

28. La Commission peut, sur un appel, confirmer ou infirmer la décision dont est appel.

Advenant qu'elle infirme une décision, la Commission doit prononcer la décision que, selon son opinion, le directeur du service de surveillance aux loisirs et au sport ou la fédération sportive dirigeante aurait dû rendre.

29. La Commission peut sur une plainte, si elle trouve le dirigeant d'un organisme de loisirs ou d'une fédération sportive, une personne qui organise des activités de loisirs ou de sport ou l'exploitant d'un centre, coupable d'avoir participé ou sciemment laissé commettre une infraction, lui imposer une ou plusieurs des sanctions suivantes:

a) dans le cas d'un dirigeant d'un organisme de loisirs ou d'une fédération sport-

after the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

25. To decide any particular case not provided for in the rules of practice, the Commission may prescribe any act or formality that might be prescribed under such rules with the same effect.

26. A member of the Commission may be recused for any cause provided in article 234 of the Code of Civil Procedure; procedure in such matter follows the provisions of that Code respecting recusation, *mutatis mutandis*.

§ 3.—*Minutes*

27. The minutes of sittings are authentic if approved by the Commission and certified by the president or the secretary. Further, every document or copy emanating from the Commission or forming part of its records, if signed by the president or the secretary, is authentic.

DIVISION IV

DECISIONS AND PENALTIES

§ 1.—*Decisions and penalties*

28. The Commission may, on an appeal, confirm or quash the decision appealed from.

Where a decision is quashed, the Commission must render the decision which, in its opinion, the director of the service for the supervision of recreation and sport or the governing sports federation should have rendered.

29. Where, upon a complaint, the Commission finds the officer of a recreational organization or a sports federation, a person who organizes recreational and sports activities, or the operator of a centre, guilty of participating in or knowingly allowing the commission of an offence, it may condemn him to one or more of the following penalties:

(a) in the case of an officer of a recreational organization or a sports federation:

tive: la réprimande, une interdiction de charge temporaire ou permanente comme dirigeant d'un organisme de loisirs ou d'une fédération sportive ainsi qu'une amende d'au plus cent dollars pour chaque infraction;

b) dans le cas d'une personne qui organise des activités de loisirs ou de sport ou de l'exploitant d'un centre: la réprimande ainsi qu'une amende d'au plus mille dollars pour chaque infraction.

En pareil cas, la Commission peut, en outre, si l'intimé est un organisme de loisirs, une fédération sportive ou un détenteur de permis, recommander au ministre ou au directeur du service de surveillance aux loisirs et au sport, selon le cas, de suspendre ou d'annuler l'agrément ou le permis.

30. Les décisions de la Commission doivent être rendues par écrit et être motivées; elles font partie des archives de la Commission.

31. La Commission notifie par écrit et sans délai sa décision aux personnes intéressées et au ministre.

32. La Commission possède le pouvoir de condamner le déclarant ou l'intimé aux déboursés ou de les répartir entre eux.

33. Toute décision peut, sur requête de la Commission, être homologuée par la Cour supérieure et devient, après cette homologation, exécutoire comme un jugement de cette Cour.

§ 2.—*Publicité et amendes*

34. La Commission publie périodiquement ses décisions.

À cet égard, la Commission doit, si la décision le prévoit, omettre les noms des personnes intéressées.

[[**35.** Le secrétaire perçoit les montants des amendes que la Commission impose et il en fait remise au ministre des finances.]]

reprimand, temporary or permanent disqualification to hold office as officer of a recreational organization or sports federation, and a fine of not more than one hundred dollars for each offence;

(b) in the case of a person who organizes recreational or sports activities, or the operator of a centre: reprimand, and a fine of not more than one thousand dollars for each offence.

Where the respondent in such a case is a recreational organization, sports federation or permit holder, the Commission may also recommend that the Minister or the director of the service for the supervision of recreation and sport, as the case may be, suspend or cancel respondent's accreditation or permit.

30. The decisions of the Commission must be rendered in writing, giving the reasons on which they are based; they form part of the records of the Commission.

31. The Commission shall immediately notify its decision in writing to the interested persons and to the Minister.

32. The Commission has power to condemn the declarant or the respondent to payment of the costs, or to apportion the costs between them.

33. Every decision may be homologated by the Superior Court on a motion of the Commission and, if so homologated, becomes executory as a judgment of that court.

§ 2.—*Publication and fines*

34. The Commission shall publish its decisions from time to time.

In publishing any decision, the Commission shall not mention the names of the interested persons if the decision forbids it.

[[**35.** The secretary shall collect the amounts of the fines imposed by the Commission and remit them to the Minister of Finance.]]

SECTION V

IMMUNITÉ

36. Les membres de la Commission et de son personnel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

37. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée contre la Commission ou ses membres, agissant en leur qualité officielle.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre du présent article.

38. Les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas aux membres de la Commission, agissant en leur qualité officielle.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINALES

39. La Commission doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, transmettre au ministre du tourisme, des loisirs et des parcs un rapport sur ses activités pour son précédent exercice financier.

Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements prescrits par le ministre.

40. Le rapport de la Commission est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

41. Les livres et comptes de la Commission sont tenus par le secrétaire. Ils sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil, par les vérificateurs qu'il désigne; le rapport de ces vérificateurs doit accompagner le rapport annuel de la Commission.

DIVISION V

IMMUNITY

36. Members of the Commission and members of its personnel cannot be prosecuted by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties.

37. No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction granted against the Commission or its members acting in their official capacity.

Two judges of the Court of Appeal may, upon a motion, summarily annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to this section.

38. Article 33 of the Code of Civil Procedure does not apply to members of the Commission acting in their official capacity.

DIVISION VI

FINAL PROVISIONS

39. Not later than 30 June each year, the Commission shall submit a report of its activities for the preceding fiscal year to the Minister of Tourism, Recreation and Parks.

Such report shall also contain any and all information the Minister may prescribe.

40. The report of the Commission shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

41. The books and accounts of the Commission shall be kept by the secretary and audited, each year and whenever ordered by the Lieutenant-Governor in Council, by the auditors he may designate. Their report must be submitted with the annual report of the Commission.

42. Le ministre du tourisme, des loisirs et des parcs est chargé de l'application de la présente loi.

[[**43.** Les deniers requis pour l'application de la présente loi sont pris, pour l'exercice financier 1976/1977, à même le fonds consolidé du revenu, et pour les exercices subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

44. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

42. The Minister of Tourism, Recreation and Parks is entrusted with the application of this act.

[[**43.** The moneys required for the application of this act shall be taken out of the consolidated revenue fund for the fiscal year 1976/1977, and, for subsequent fiscal years, out of the moneys granted for that purpose each year by the Legislature.]]

44. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.